

99.414

Initiative parlementaire Contributions aux groupes. Augmentation

Rapport du Bureau du Conseil national

du 7 mai 1999

Mesdames et Messieurs,

En vertu de l'art. 21^{er}, al. 3, de la loi sur les rapports entre les conseils (LREC), nous vous soumettons le présent rapport que nous transmettons par la même occasion au Conseil fédéral pour avis.

Le Bureau du Conseil national propose d'approuver son projet d'arrêté fédéral ci-annexé.

7 mai 1999

Au nom du Bureau du Conseil national:

La présidente, Trix Heberlein

40325

Rapport

1 Introduction

Par lettre du 6 janvier 1999, les groupes des quatre partis gouvernementaux ont déposé une demande de relèvement des contributions aux groupes. Ils justifiaient cette augmentation en priorité par le renchérissement, tout en soulignant qu'une adaptation était aussi justifiée par l'accroissement du volume des tâches confiées aux secrétariats de groupe.

La complexité des problèmes traités par le Parlement exige en effet un engagement spécialisé toujours plus important des secrétariats de groupe. Ce soutien de première importance dans un parlement de milice ne saurait être confié à l'administration ou aux services du Parlement, qui travaillent selon des principes de neutralité peu compatibles avec les besoins des groupes parlementaires.

Parallèlement à la requête des groupes, les Services du Parlement avaient adressé un rapport aux Bureaux des deux conseils. Il y présentaient les conséquences du renchérissement pour les différentes indemnités versées aux députés et aux groupes. Il était attendu des Bureaux qu'ils se prononcent sur l'opportunité d'une révision de l'arrêté fédéral relatif à la loi sur les indemnités parlementaires pour le début de la prochaine législature. Une adaptation de toutes les indemnités au renchérissement aurait provoqué une dépense supplémentaire de 3 millions par an, dont 1,8 million par l'indemnité annuelle uniquement.

2 Décisions des Bureaux

Les deux organes ont débattu de la question dans leurs séances du 5 février 1999. Tous deux ont reconnu qu'une adaptation des indemnités, qui n'ont pas été modifiées depuis 1990, serait justifiée. Les Bureaux sont toutefois arrivés à la conclusion qu'il n'était pas défendable d'augmenter les indemnités versées aux députés au moment où des réductions de dépenses sont prévues pour rétablir l'équilibre des finances fédérales. Quand l'objectif financier 2001 sera atteint, la compensation du renchérissement sera à nouveau examinée.

En revanche, les deux Bureaux se sont prononcés en faveur d'une adaptation des contributions aux groupes, reconnaissant ainsi l'importance jouée par leurs secrétariats dans la préparation politique des dossiers. Il ont toutefois renoncé à aller au-delà de la compensation du renchérissement, si ce n'est en arrondissant les montants aux 100 francs supérieurs. Ils proposent aux conseils de faire passer le montant de base de 58 000 à 60 000 francs et celui par député de 10 500 à 11 000 francs.

L'augmentation proposée occasionnera des frais supplémentaires de 140 000 francs par an au maximum, dans l'hypothèse de 9 groupes auxquels tous les députés sont inscrits.

3 Proposition

Le Bureau propose au conseil d'accepter le projet de modification de l'arrêté fédéral relatif à la loi sur les indemnités parlementaires.